

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Mâcon
37, boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 08/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SPEICHIM PROCESSING S.A.

LE HONRY
39190 Beaufort-Orbagna

Références : LW/CS/2025/M_263
Code AIOT : 0005900723

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement SPEICHIM PROCESSING S.A. implanté Le Honry 39190 Beaufort-Orbagna. L'inspection a été annoncée le 07/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale qui vise à s'assurer que les exploitants d'établissements classés Seveso seuil haut ou seuil bas, ainsi que les entrepôts soumis à autorisation au titre de la rubrique 1510, ont bien mené les démarches pour intégrer les obligations réglementaires permettant de mettre en œuvre les premiers prélèvements environnementaux en cas d'accident. Ces prélèvements, effectués à l'intérieur comme à l'extérieur du site lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent, doivent être prévus soit dans le plan d'opération interne comme précisé à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, soit dans le plan de défense incendie comme indiqué au point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 17 avril 2017. Il

est attendu que les plans de secours précisent concrètement l'organisation qui serait mise en place en cas de nécessité (identification des substances pertinentes, description des équipements et moyens humains à mettre en œuvre, modalités d'organisation...). Cette action ne vise toutefois pas à vérifier l'exhaustivité des dispositions indiquées dans le plan de défense incendie ou le plan d'opération interne.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPEICHIM PROCESSING S.A.
- Le Honry 39190 Beaufort-Orbagna
- Code AIOT : 0005900723
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société Speichim Processing exploite une installation dont l'activité consiste en la régénération de solvants (hydrocarbures, cétones, esters, alcools notamment). L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée par un arrêté préfectoral du 9 décembre 2010 complété de plusieurs arrêtés préfectoraux de prescriptions complémentaires dont le dernier date du 20 décembre 2024.

Par ailleurs, le site relève de l'article L. 515-32 du code de l'environnement concernant les installations dans lesquelles des substances, préparations ou mélanges dangereux sont présents dans des quantités telles qu'ils peuvent être à l'origine d'accidents majeurs (Seveso). En effet, l'établissement répond à la règle de dépassement direct seuil bas définie au I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- Plans d'urgence
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'opération interne - Mise à jour	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
3	Liste des substances recherchées	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
4	Stratégie de prélèvements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan d'opération interne - Exercices	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet
7	Moyens de défense incendie	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société Speichim Processing a mis en place une organisation visant à répondre à ses obligations réglementaires en matière de prélèvements environnementaux.

Des observations/non-conformités ont été formulées sur cette organisation, plus spécifiquement sur les thèmes suivants :

- le suivi des mises à jour du plan d'opération interne ;
- le choix et les raisons des substances recherchées ;
- la stratégie globale de prélèvement ;
- les équipements et les personnels compétents à la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'opération interne - Mise à jour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : [...] Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour , si nécessaire. [...]
Constats : L'exploitant dispose d'un plan d'opération interne (POI) commun avec la société Triadis présente sur le site et appartenant également au groupe Séché Environnement. La dernière version transmise à l'inspection de l'environnement date du 28 janvier 2025. Ce plan intègre les dispositions relative aux premiers prélèvement environnementaux. L'inspection formule les observation suivantes :

- cette dernière version, dénommée "*version juin 2025*", a été vérifiée et approuvée le 28 janvier 2025 comme la version précédente ;
- elle porte le même indice v2 que les versions précédentes de janvier 2025 et d'octobre 2024 ;
- les annexes 1, 1.1 et 1.2 mentionnées en page 9 du POI ne sont pas annexées au POI.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à assurer une meilleure codification de son plan d'opération interne lors de ses modifications pour permettre un meilleur suivi de l'évolution des mises à jour et de joindre, le cas échéant, les documents qui lui sont annexés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Plan d'opération interne - Exercices

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Respect des fréquences réglementaires

Prescription contrôlée :

[...]

Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; **le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans** et mis à jour, si nécessaire.

[...]

Constats :

Le dernier exercice mettant en œuvre le plan d'opération interne (POI) a été réalisé le 10 décembre 2024. Le scénario retenu pour cet exercice était l'incendie de l'une des zones du hangar de stockage des fûts (scénarios 4 à 6 de l'étude de dangers). Un compte-rendu, mentionnant les points forts et les points faibles a été rédigé à l'issue de cet exercice et a fait l'objet d'une modification du POI.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Liste des substances recherchées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du plan d'opération interne

Prescription contrôlée :

[...]

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions

d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne (POI) précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;

[...]

Constats :

Le POI liste en page 9 trois documents qui lui sont annexés :

- annexe 1 : liste des substances. Exemple d'état des stocks ;
- annexe 1.1 : liste des substances susceptibles de générer des effets toxiques irréversibles dans des zones occupées par des tiers ;
- annexe 1.2 : liste des substances susceptibles de générer des inconvénients forts sur de grandes distances

Comme évoqué dans la fiche de constat n° 1, ces annexes ne figurent pas dans le POI. L'exploitant indique qu'elles ont été supprimées et que la liste des substances retenues à des fins de premiers prélèvements environnementaux figure dans la fiche pratique n° 7.

L'inspection précise en préambule que le POI dispose de deux fiches pratiques dédiées à la thématique des premiers prélèvements environnementaux : les fiches n° 7 et n° 8, intitulées respectivement "prélèvements environnementaux nuage toxique/odeurs" et "prélèvements environnementaux en cas d'incendie".

La liste des substances ou famille de substances recherchées pour le site figure exclusivement dans la fiche pratique n° 7. Cette dernière n'explique cependant pas les raisons ayant conduit au choix de ces substances (au nombre de six), ni à celui de l'unique matrice "air". Elle précise également la présence de 147 substances pouvant générer des inconvénients forts (118 dites "odorantes" et 29 dites "très odorantes") sans pour autant les lister.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter son plan au regard du constat évoqué ci-dessus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Stratégie de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du plan d'opération interne

Prescription contrôlée :

[...]

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne (POI) précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

[...]

Constats :

Que ce soit dans la fiche pratique n° 7 ou la fiche n° 8, l'exploitant n'a pas clairement défini une stratégie de prélèvement. Cette dernière reste très générique et n'est pas suffisamment développée pour le site concerné.

A titre d'exemple, pour la matrice air qui concerne les deux fiches pratiques, le lieu de prélèvement prévoit *"une zone géographique à adapter selon les conditions du vent"*. Le nombre, la localisation précise et la justification des points de prélèvement et de mesures en fonction de l'orientation du vent ne sont pas précisés ou, le cas échéant, la méthodologie de sélection à adopter en fonction du déroulement de l'évènement n'est pas expliquée.

Les produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important figurent dans la fiche pratique n° 8. L'exploitant s'est appuyé sur le guide rédigé par le syndicat professionnel pour le recyclage et l'élimination des déchets dangereux (SYPREL) pour déterminer ces produits de décomposition. L'exploitant a établi deux listes de produits, l'une à considérer de façon générale, l'autre à évaluer en fonction des produits qui brûlent au regard de l'état des stocks. Il n'a pas détaillé les polluants à rechercher pour chaque milieu ou matrice considérée qui ne sont pas forcément tous les mêmes.

L'exploitant a identifié différentes matrices (milieux) devant faire l'objet d'investigations :

- eaux d'extinction ;
- retombées surfaciques ;
- air ambiant ;
- sols superficiels.

La matrice "eau d'extinction" concerne les eaux d'extinction d'incendie polluées et confinées sur le site. Cependant, l'exploitant n'a pas retenu la matrice "eau", qui concerne les eaux superficielles potentiellement présentes autour du site, ou expliqué les raisons qui l'ont conduit à ne pas retenir cette matrice.

Pour chaque matrice retenue par l'exploitant, l'équipement de mesure est identifié dans la fiche pratique n° 8. Il est néanmoins fait remarquer que les tubes passifs de type Radiello évoqués en séance, permettant la mesure de certaines substances, ne sont pas évoqués dans la liste des équipements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter son POI d'une stratégie de prélèvements définie pour son site, claire et précise, pour chaque milieu, à l'intérieur comme à l'extérieur de son établissement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du plan d'opération interne

Prescription contrôlée :

[...]

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne (POI) précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieu ;
- **les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher ;**

[...]

Constats :

Dans chaque fiche pratique figure une rubrique "organisme préleveur" ou " organisme préleveur du **RIPA**". Pour rappel, le RIPA est le réseau des intervenants en situation post-accidentelle. Ce réseau regroupe des organismes accrédités ou certifiés, ou ayant les capacités à prélever des matrices biologiques.

Dans cette rubrique on peut lire :

- T0 : Speichim et Triadis
- les suivants : Séché Urgence Environnement - disponibilité 24h/24 et 7j/7 - délais d'intervention : 4 heures.

L'exploitant indique que le "T0" correspond à des prélèvements pouvant être réalisés dans les premiers instants (30 minutes) du sinistre par la société Speichim ou Triadis. Pour "les suivants", l'exploitant a mandaté la société Séché Urgence Environnement pour réaliser les prélèvements environnementaux.

Pour le "T0", bien que l'exploitant ait présenté un bon de commande, il ne dispose pas à ce jour des équipements principaux lui permettant de réaliser ces premiers prélèvements environnementaux. Il ne dispose pas non plus des personnels compétents formés à la mise en œuvre de ces équipements de mesure.

Pour "les suivants", la société Séché Urgence Environnement ne figure pas dans la liste annexée à l'arrêté ministériel du 16 juin 2025 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains type de prélèvement et d'analyses. La convention signée entre l'exploitant et la société Séché Urgence Environnement ne précise pas la compétence des personnels de cette société à mettre en œuvre les équipements de prélèvement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'arrêté ministériel du 16 juin 2025 n'étant pas le seul texte justifiant de la compétence des organismes, l'exploitant transmettra les éléments (certification, accréditation, membre du réseau RIPA) permettant de justifier que la société Séché Urgence Environnement est bien légitime pour effectuer ces prélèvements environnementaux et dispose de personnels qualifiés pour la mise en œuvre des équipements de mesure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Recensement
Prescription contrôlée : La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.
Constats : Comme évoqué dans la fiche de constat n° 4, l'exploitant a identifié au travers de la fiche pratique n° 8 la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis dans l'environnement en cas d'incendie. Cette identification a été réalisée selon la méthode présentée dans le guide professionnel du Syndicat professionnel pour le recyclage et l'élimination des déchets dangereux (SYPREL). Ainsi, 11 substances ou familles de substances ont été retenues. Par sondage, l'inspection a vérifié la cohérence de ces produits de décomposition recherchés au regard de l'activité de l'installation. Cette vérification n'appelle pas de remarque particulière. Certaines substances ou famille de substances listées devant être évaluées selon la nature des produits qui brûlent, l'inspection rappelle l'importance de récupérer l'état des stocks dès le déclenchement du plan d'opération interne.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en oeuvre des moyens
Prescription contrôlée : [...] Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : L'ensemble du personnel est régulièrement formé au maniement des extincteurs. Le site dispose d'un réseau d'eau surpressé, alimentant 7 poteaux d'incendie normalisés, de tuyaux et des lances d'incendie. L'exploitant a constitué une équipe de première intervention qui est formée en interne par deux pompiers volontaires au maniement de ces lances d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite